

VILLE DE CARCASSONNE

LE MAIRE DE LA VILLE DE CARCASSONNE

- Vu le code général de la Fonction Publique,
- Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,
- Vu les lignes directrices de gestion arrêtées par l'autorité territoriale le 1^{er} juillet 2023 après avis du comité social territorial,
- Vu la situation des fonctionnaires territoriaux de la commune,
- Vu le tableau des effectifs,
- Considérant que les nominations sont prononcées dans l'ordre du tableau, au cours de la période de validité qui ne peut excéder le 31 décembre de l'année en cours,

ARRETE

ARTICLE 1 : Au titre de l'année 2023, le tableau d'avancement pour l'accès au grade **d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe** est fixé comme suit :

Nom Prénom	Prénom	Grade actuel
JOUSSE	Carine	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe
RAYNAUD	Guy	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe
SATGE	Christian	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe
SERRATS	Laurent	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe
BARBOTIN	Valérie	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe
QUIRANT	Nicole	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe

ARTICLE 2 : Le présent tableau annuel d'avancement précise également la part respective des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables et celle parmi les agents inscrits sur ce tableau qui sont susceptibles d'être promus en exécution de celui-ci :

	Agents promouvables	Agents inscrits sur le tableau
Nombre de femmes	11	3
% de femmes	29.73%	50%
Nombre d'hommes	26	3
% d'hommes	70.27%	50%
Total	37	6

ARTICLE 3 : MM. le Directeur Général des Services de la Mairie et le Trésorier de Carcassonne Agglomération sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le 3 juillet 2023

